

LE PROBLEME ARABES CHOA – KOTOKO AU CAMEROUN :  
 ESSAI D'ANALYSE RETROSPECTIVE A PARTIR DES AFFRONTEMENTS DE JANVIER 1992<sup>1</sup>

ANTOINE SOCPA

Assistant, Dépt. Sociologie & Anthropologie  
 Université de Yaoundé I - Cameroun  
 E-mail: socpa@camnet.cm asocpa@yahoo.com

ABSTRACT

*The tribal diversity of Cameroon (at least 200 ethnic groups) represents a perpetual hindrance for social cohesion in the country. Behind the veil of well-shaped political speeches issuing unity and national integration, confrontations between ethnic communities are taking place imperturbably. Since late 70 ties, Arabs Choa and Kotoko of the Logone and Chari division are exterminating each other in unprecedented ethnic confrontations. This article attempts to analyse the causes of tribal exclusion which has become more effective since the advent of multiparty system in Cameroon (1990).*

INTRODUCTION

L'histoire des rapports interethniques entre les Arabes Choa et les Kotoko du Logone-Chari au cours des périodes pré coloniale, coloniale et post-coloniale est celle des massacres humains à intensité variable.

Cohabitant depuis des siècles dans une situation de divorce ethnique larvée matérialisée par des escarmouches jusque là négligeables hormis le massacre de Dollé en 1979, Arabes Choa et Kotoko sont désormais dans une logique de confrontation ouverte. En effet, la volonté d'extermination réciproque observée à l'occasion de l'affrontement le plus meurtrier de Kousséri (janvier 1992) et de bien d'autres de moindre importance depuis 1979 montre bel et bien que *le torchon brûle* entre Arabes Choa et Kotoko.<sup>2</sup>

Expression banale mais aussi animale de la haine tribale entre les deux communautés tribales ou résultante des luttes sociales pour le contrôle des pouvoirs (politique et économique), les massacres humains effectués ont leurs causes directes dans l'état des relations quotidiennes entre Arabes

<sup>1</sup> Une première version de ce texte a été présentée dans le rapport de recherche de Tribus de Sans Frontières sur les affrontements entre Arabes Choa et Kotoko. Nous saisissons cette occasion pour remercier les responsables de cette ONG.

<sup>2</sup> Citons ici les affrontements de Dollé (1979), de Mbeung (1989), de Goulféi (avril 1990), de Maltam (juillet 1990), et de Kousséri (janvier 1992, décembre 1993, mars 1994).

Choa et Kotoko. Sur la base des données documentaires et aussi des données collectées lors d'une enquête menée dans le Logone-Chari par l'Organisation non Gouvernementale Tribus Sans Frontières; nous présenterons la situation des rapports sociaux historiques et actuels entre les deux groupes de populations qui, du fait des contingences historiques, sont condamnés à partager le même espace géographique.<sup>3</sup>

## Histoire et caractéristiques des Arabes Choa et Kotoko

### Les Kotoko

Historiquement, les Kotoko seraient les descendants des Sao. Connue pour leur brillante *civilisation de la terre cuite*, les Sao étaient des populations autochtones qui peuplaient les abords du Lac Tchad, et l'actuel département du Logone-Chari. Dès l'an 500 après J-C., les Sao avaient développé une civilisation originale qui atteignit son apogée entre le IX<sup>e</sup> et le XV<sup>e</sup> siècle. Les fouilles archéologiques menées par de nombreux chercheurs dont Lebeuf (1981) ont conduit à la découverte des tombeaux avec squelettes, des palais, des statues et d'objets divers dans l'actuel Logone-Chari, notamment à Makari, Afadé, Gouféi et Kousséri. Tous ces éléments attestent que les Sao auraient effectivement vécu dans cette région. Lebeuf (1981) signale par ailleurs la présence des Sao dans cette région au VI<sup>e</sup> siècle avant J-C. Mais peu avant la fin de l'ère médiévale, des nomades blancs appelés Kanembou arrivaient dans le pays Sao et fondaient le Kanem. Par la ruse, ces nouveaux venus parvinrent à éliminer les Sao qui se déplacèrent dans le Bornou. Les rescapés de cette extermination effectuée par les Kanembou "se mêlèrent aux Mousgoum et au Gamergou pour fonder l'actuel peuple Kotoko".

Comme leurs présumés ancêtres Sao, les Kotoko étaient une population animiste, pratiquant divers cultes païens dont celui des ancêtres, du génie de l'eau et du totémisme. Ce sont des populations sédentaires vivant de la pêche et de l'agriculture et installés sur des terres accessibles, moins accidentées et assez fertiles. Sur le plan socio-politique, les Kotoko sont privilégiés par rapport aux autres groupes de populations (Arabes Choa, Kanuri, Bornouan, Mousgoum, Mandara) installés dans le Logone-Chari. En effet, leur statut d'autochtone leur confère la préséance de disposer seuls des terres fertiles, de percevoir des impôts sur le bétail, sur les points d'eau et sur

<sup>3</sup> Tribus Sans Frontières est une O.N.G. de lutte contre l'exclusion ethnique, religieuse et sociale. Elle est également une association de défense des droits des minorités. Fondée en 1990 par un groupe de jeunes intellectuels (Juristes, Politologues, Avocats, Economistes, Anthropologues, Sociologues, etc).

la traversée des rivières. Qui plus est, la majorité des chefferies traditionnelles est placée sous l'autorité des chefs kotoko. Entre 1893 et 1900, Rabêh tenta de mettre fin à la domination des Kotoko sur les Arabes Choa mais en vain. Son idée de créer un puissant empire arabe fut bloquée par les forces coloniales qui mirent fin à sa vie en avril 1900. Pour les Kotoko, la mort de Rabêh est salutaire dans la mesure où ils ont été astreints à la dictature du conquérant arabe pendant sept ans.

### Les Arabes Choa

Contrairement aux Kotoko qui sont considérés comme des populations autochtones dans le Logone-Chari, les Arabes Choa sont pris pour des étrangers, voire des allogènes. Les Arabes Choa sont des métissés d'Arabes blancs, d'Ethiopiens, de Peuls et de Noirs soudanais originaires de l'île de choa dans la région du Nil en Egypte. C'est de ce dernier point de départ qu'ils seraient arrivés dans le pourtour du bassin du lac Tchad vers le VIII<sup>e</sup> siècle en passant par les couloirs du Kordofan et le Darfour (Bah Thierno & Saibou Issa 1997). La présence d'un groupe islamisé arabe choa est signalée dans le royaume du Kanem-Bornou au XVIII<sup>e</sup> siècle. En outre, Zeltner (1988 & 1997) signale les traces des Arabes Choa dans toute la région du Lac Tchad dès le XVI<sup>e</sup> siècle. Au XVIII<sup>e</sup> siècle, ces Arabes sont installés au Nord et à l'ouest du Lac Tchad, notamment dans le Bornou et le Baguirmi.

Au départ, les Arabes Choa étaient des pasteurs transhumants islamisés d'origine. Mais peu à peu, les conditions du milieu de vie et la rareté des pâturages due à la désertification progressive les a transformés en agriculteurs-éleveurs sédentaire et semi-sédentaire. Doit-on conclure qu'ils sont responsables de l'islamisation de toute la région? Difficile à l'affirmer avec certitude. Toujours est-il que l'islam fut introduit dans la région du Lac Tchad au XI<sup>e</sup> siècle par des groupes de populations arabes venus de l'Egypte, mais non identifiés. Sur l'introduction de l'islam dans le Bornou, Urvoy (1947 : 31) écrit qu'il est:

*amené par de nouvelles bandes venues du Nil ou du Fezzan, colporté par des commerçants ou des aventuriers ou propagé de proche en proche à travers le désert l'islam atteignit le Tchad au XI<sup>e</sup> siècle... Nous n'avons aucun détail sur ces origines et les rares légendes qui s'y rapportent sont des niaiseries destinées à leur donner un peu de brillant. D'après Mahizire, l'apôtre fut un nommé Hadj El Othman qui prétendait descendre du Khalife Othman... Un document plus authentique est le Mahram, la lettre de privilégié délivrée par Houmé (Roi du Bornou de 1085 à 1097) à un nommé Mohamed Ben Mâni qui vint au Bornou et y introduit, paraît-il, l'islam; plus probablement, convertit Houmé...*

Tout ce qui est certain c'est la conversion du Roi Houmé du Bornou à l'islam. Que l'islam ait été introduit dans le bassin du Lac Tchad par les Arabes Choa ou non, il reste que de nombreux groupes humains dans cette région ont été islamisés de gré ou de force. Ce sont les Fulbé, les Mandara, les Bornouan, les Gamergou, les Guelebda, les Mousgoum et les Haoussa. Cette région a donc subi une forte influence de la culture arabe; cette ascendance culturelle est d'abord linguistique. L'Arabe est la principale langue véhiculaire de la région. Le nom "kotoko" par exemple serait une simple onomatopée rappelant le bruit fait par les pêcheurs kotoko pour effrayer le poisson. "Kotoko" serait un nom d'origine arabe; les populations locales descendantes des Sao se nomment eux-mêmes "Mantague" au Nord et "Makari" au Sud (Urvoy 1947). D'une manière générale, la culture arabe est la plus dominante; les rues, les rivières, les mares, les villes, les collines, etc. sont désignées par des mots du lexique de la langue arabe. Même le titre de "sultan" est d'origine linguistique arabe.

Originellement de souche musulmane, la culture arabe Choa a subi d'énormes mutations sous les effets conjugués du contact avec la culture animiste kotoko (mélange de magie, de sorcellerie et de totémisme), de l'environnement particulièrement hostile et des emprunts culturels intensifs aux Kanuri et aux Kotoko. Les mariages interethniques entre les Arabes Choa et Kotoko ainsi que les relations de voisinage entre Arabes sédentarisés et Kotoko expliquent cette déstructuration culturelle. Comparée à celle des Bagarra du Soudan, des populations syriennes et des groupes arabes du Tchad, la culture des Arabes Choa est très différente. Elle présente grosso-modo un aspect "syncrétique" et "formel". En somme, on note un affaiblissement inévitable des structures traditionnelles de cette société nomade (Hagenbucher 1973). Toutefois, le rayonnement incontesté de la culture arabe dans le périmètre du Lac Tchad et principalement dans l'ancien Royaume du Bornou alors occupé par les Kotoko est incompatible avec le retard socio-politique et économique accusé par les Arabes Choa. Ce retard a une explication historique; dès leur implantation dans cette région, les Arabes Choa sont victimes de la xénophobie des autochtones (les Kotoko). Etiquetés d'envahisseurs, ces nouveaux migrants sont garés sur des terres arides, squelettiques et accidentées. Ces terres sont pour la plupart achetées ou louées (Hagenbucher 1973) relève que les Arabes Choa sont *isolés entre deux frontières dans une zone marécageuse*. Dominés littéralement par le gouvernement central du Bornou et par les chefs des Suzerainetés kotoko sur les terres desquelles ils sont installés, les Arabes Choa doivent obligatoirement payer des taxes et des impôts de tout genre inventés par leurs *maîtres*: taxe sur le commerce dans les marchés kotoko, taxe sur la traversée des fleuves par les Arabes Choa avec ou sans

marchandises. Par exemple, la traversée du fleuve serbewal à Makari coûte un "toro" (environ 20 Francs CFA) par personne. Ce droit de péage est versé chez les piroguiers du Sultan. Le montant à payer est fonction du nombre de personnes, du volume des charges et/ou des marchandises et du nombre de têtes de bêtes.

A cette exploitation économique des Arabes Choa par les Kotoko s'ajoute la domination politique. Tous les sultanats sont sous l'autorité des Kotoko. Les groupuscules humains arabes choa éparpillés dans le *pays des Kotoko* sont dirigés par des chefs arabes (*Lawan*) inféodés au Sultan. Ces derniers sont des chefs fantoches. Le chef arabe n'est en réalité qu'un dépotoir des doléances, conseils, menaces, suppliques, diversement sollicités par les membres influents de sa tribu qu'ils doivent transmettre au Sultan et à l'administration coloniale (Hagenbucher 1973). C'est dans cet état de sujétion et d'aviilissement que le conquérant Rabêh entreprend de fonder un vaste et puissant Empire arabe à la fin du XIV<sup>e</sup> siècle. Dès 1892, il jette son dévolu sur les Etats kotoko ; la petite principauté de Karnak dirigée par le Sultan Saaleh fut sa première victime. En sept années de conquête, d'annexion et d'arabisation, Rabêh accorde le contrôle des principaux Etats kotoko aux Arabes Choa, conférant ainsi l'exercice du pouvoir politico-économique aux Arabes Choa. Mais en 1900, la conquête coloniale se solde par la mort de Rabêh. C'est la fin d'un rêve pour les Arabes Choa qui entrent dans une nouvelle période de sujétion aux Kotoko alors appuyés par l'administration coloniale.

### **Causes socio-historiques et actuelles des conflits Arabes Choa et Kotoko**

Dans son édition du 30 octobre 1979, le quotidien français *libération* livre des informations fraîches sur ce qu'il convenait d'appeler *l'affaire Dollé*. En effet, dans un papier intitulé *Massacre très ordinaire à Makari*, Elio Comarin révèle le massacre odieux par les gendarmes du régime d'Ahidjo d'au moins deux cents paisibles villageois de Dollé.<sup>4</sup> Il souligne que ce massacre ne porte pas les empreintes d'un traditionnel affrontement ouvert entre les Arabes Choa et les Kotoko mais est une conséquence directe des disparités tribales dans l'accès au pouvoir politique, à l'économie et à l'éducation. Si les Arabes Choa du village Dollé ont été massacrés, c'est parce qu'ils réclamaient une école.

Après cette révélation, la présidence de la République du Cameroun s'empêcha de préciser, en guise de démenti, que le massacre avait eu lieu à la suite d'un affrontement *entre drogués et gendarmes* (voir *Libération* du 06 novembre 1979). Quoiqu'il en soit, le massacre des Arabes Choa de Makari portait les germes d'un affrontement interethniques entre les Arabes Choa et

<sup>4</sup> Le village Dollé est à 30 Km de Makari, petite ville située à 104 Km au nord de Kousséri

les Kotoko. L'affaire Dollé ouvrira les vannes à une série d'épisodes de *guerres tribales* dans le Logone-Chari. Au-delà de leurs causes immédiates et officielles, les heurts interethniques ou interprétés comme tels entre Arabes Choa et Kotoko de Mbeung (1989), de Goulféi (avril 1990), de Maltan (juillet 1990) et de Kousséri (janvier 1992, décembre 1993 et mars 1994) ont leurs origines dans l'histoire politique, économique, sociale et culturelle. Dans la durée, ces causes sont de deux catégories (historiques et actuelles).

### **Causes historiques**

Les causes historiques sont basées sur des arguments assez subjectifs. Ce sont l'argument de la différence ethnique et le prétexte de la crainte du panarabisme. C'est en effet sur la base de ces basses manœuvres que s'édifient le reniement et l'exclusion des Arabes Choa par les Kotoko et les colonisateurs.

### ***L'argument ethnique***

Dans une lettre ouverte adressée au Président de la République du Cameroun le 31 mars 1992, au lendemain des événements de Kousséri (janvier 1992), les élites kotoko rejettent la responsabilité sur les Arabes Choa. En parcourant cette lettre, le lecteur le moins attentif perçoit sans effort l'esprit d'exclusion des Arabes Choa qu'entretient la mentalité de l'élite kotoko alors irriguée par les relents de l'histoire ancienne des premiers contacts ethniques entre les deux groupes humains. Des siècles de vie commune au cours desquels d'importantes mutations culturelles ont logiquement entraîné une cohabitation mieux une fusion ethnique auront donc été perdus si aujourd'hui les élites kotoko considèrent encore les Arabes Choa comme des *étrangers* ou des *envahisseurs*. La haine et l'exclusion subséquentes des Arabes Choa par les Kotoko est un phénomène historique. Considérés et traités comme des étrangers dans les Etats kotoko, les Arabes sont parqués sur des bandes de terres arides, infertiles ou dans des zones marécageuses. Leur sujétion aux Suzerains kotoko est alors totale. Bien qu'ils soient de gros contribuables au sein des principautés kotoko, ils sont exclus de l'espace politique. En somme, les Arabes Choa sont marginalisés, exclus et réduits au sous-développement. Ils sont éconduits des chemins de la modernité à cause de leur statut d'allogène par les autochtones kotoko; tout comme ils le seront plus tard également par l'administration coloniale.

### ***L prétexte de l'expansion du panarabisme***

Rabêh meurt en avril 1900 sans réaliser pleinement la consolidation d'un puissant Etat arabe. Après l'échec de la politique d'arabisation,

l'administration coloniale mène une lutte acharnée contre les Arabes Choa qu'elle accuse ou soupçonne de diffuser le panarabisme. Ainsi, au cours de la période coloniale, le processus d'assimilation des Arabes Choa va s'intensifier. La domination des Kotoko sur les Arabes Choa reprend de plus belle. La stratégie de marginalisation des Arabes Choa est fondée sur l'exclusion politique et sur la lutte contre le panarabisme. L'administration coloniale prend le parti des Kotoko et entérine toutes les formes d'exploitation et d'avilissement des Arabes Choa. Elle dresse les tribus les uns contre les autres et ne ménage aucun effort pour empêcher la division des groupes arabes. Les efforts qu'elle consent pour empêcher la naissance d'une conscience arabe sont énormes. Des groupes de populations arabes choa s'opposent entre eux. Certains sont totalement dépendants des Suzerains kotoko. Ceux qui ont une indépendance relative entretiennent une haine contre les Kotoko; leur refus de soumission au Sultan de Goulféi, connu pour sa brutalité et sa cupidité est interprété par l'administration coloniale comme une menace de l'ordre établi. Les Arabes Choa doivent une allégeance totale aux sultans kotoko. Un Arabe Choa ne peut pas être promu au titre de Sultan. Aux Arabes Choa ne sont réservés que les piètres titres de "Sex" et de *Lawan*. En réalité, les chefs arabes ne sont que des représentants du sultan kotoko auprès des groupes humains Arabes. Les méfaits commis par les Suzerains kotoko sur les Arabes sont énormes. Ils vont de la levée d'impôt à l'exclusion du champ d'exercice politique. Carbou cité par Hagenbucher (1973) note que les Kotoko commettent de fréquents abus et rendent la vie dure à leurs pauvres administrés qui s'enfuient alors vers le Mandara ou au Nigeria.

Sur le plan culturel, l'administration coloniale redoute l'expansion du panarabisme. Les Arabes Choa sont rendus responsables des situations conflictuelles larvées, latentes ou ouvertes entre les Kotoko et eux. Les remous provoqués par la création d'une école Franco-Arabe à Am Silga attestent clairement que les rapports entre les Arabes Choa et l'administration coloniale sont conflictuels; d'où la politique d'exclusion des Arabes Choa, la tentative de mise à l'étroit de leur culture ainsi que la multiplication des obstacles pour leur épanouissement. En effet, d'après une note du Commandant Allard alors chef de subdivision de Fort-Fourreau (actuel Kousséri) dans les années 50, l'ouverture d'une école Franco-Arabe à Am Silga pour les Arabes du Sultanat de Goulféi est une menace sérieuse. Habités jusque là à recevoir des enseignements purement scolastiques dans les écoles coraniques de Maiduguri, "les enfants arabes seraient trop ouverts" aux courants musulmans de l'Est et du Nord (Fezzan) s'ils recevaient un enseignement de l'Arabe classique auquel se grefferaient des cours de français. Pour le colonisateur, il était clair que l'école d'Am Silga

serait d'un apport vital pour les Arabes. Elle permettrait leur ascension vers la modernité. Cette école pourrait être à l'origine de la naissance d'un arabisme culturel et linguistique. Grâce à Am Silga, souligne le Commandant Allard, des contacts tribaux pourraient être noués avec les groupes arabes du Nigeria et du Tchad. Une solidarité arabe, une nation arabe et finalement une conscience arabe naîtront et menaceront l'ordre établi. Hagenbucher (1973) souligne enfin que l'entreprise coloniale avait pour but de pousser au suicide culturel les Arabes Choa et qu'elle visait trois objectifs fondamentaux:

- *maintenir la sujétion des Arabes Choa aux Kotoko, considérée (sic) comme le garant de la tutelle française dans cette région;*
- *d'éviter toute homogénéité tribale particulièrement de part et d'autre des frontières du Tchad et du Nigeria, et même la constitution de blocs susceptibles de contrer, par leur force ou leur inertie, l'action de l'administration;*
- *de limiter la réceptivité aux courants musulmans extérieurs de l'Est et du Nord-Est.*

Ce plan de destruction culturelle des Arabes Choa justifie l'existence des mesures assez draconiennes que les Kotoko et l'administration coloniale prirent sous le prétexte flagrant d'une lutte contre le prosélytisme arabe provenant de l'Est; lequel pourrait créer dans le Logone-Chari une situation proche de l'expérience syrienne d'une confrontation des cultures. En somme, la période coloniale est une étape "sombre" dans la vie des Arabes Choa. Au cours de celle-ci, le colonisateur cautionne et renforce les disparités politiques et socio-économiques déjà existantes entre les Kotoko et les Arabes Choa. Aujourd'hui, la rectification de ces disparités est le principal enjeu de la déchirure ethnique dans le Logone-Chari.

### ***Les préjugés des origines génétiques***

Les Arabes Choa ont la conviction d'être de race blanche, donc d'une race supérieure. Fort de ce préjugé, ceux-ci n'entendent pas dès lors accepter la domination d'une communauté de race noire, donc de race inférieure qu'ils ont été contraints de subir jusque-là. Partant de ce fallacieux préjugé, les Arabes (qui s'estiment au nom de canons connus d'eux seuls plus beaux que les Kotoko), à défaut de pouvoir imposer leur domination sur ce "peuple inférieur", décidèrent d'évoluer historiquement en vase clos (Lebeuf (1981) le souligne et relève que l'interdiction absolue pour les Arabes d'épouser des femmes kotoko (sous peine de passer pour traîtres de la cause arabe) est un mécanisme de conservation culturelle et en même temps un signe d'orgueil. Le refus des mariages exogamiques entre Arabes Choa et Kotoko participe du jeu d'exclusion réciproque auquel se livrent les deux groupes tribaux.

Cependant, il existe quelques rares mariages époux kotoko - femmes arabes. C'est le cas d'un Député arabe qui a pris officiellement pour épouse une femme kotoko. Mais cet exemple constitue un scandale au sein de la population arabe. Renié par la plupart de ses frères arabes, le parlementaire est soupçonné d'avoir contacté un mariage par intérêt: La satisfaction de ses ambitions politiques et le partage des dividendes du pouvoir avec les Kotoko.

Par contre, les mariages époux kotoko - femme arabe sont assez courants. Et les Kotoko (à l'exemple du Sultan de Makari) n'hésitent pas à présenter leurs femmes et leurs enfants métis comme des preuves de leur tolérance et de leur volonté d'intégration. Mais les Arabes rétorquent que leurs sœurs et filles ne sont pas allées dans ces mariages de gaieté de cœur. Il ne s'est jamais agi pour une fille arabe d'épouser un Kotoko par amour pour lui mais par la violence et la contrainte morale. L'exemple de l'épouse arabe de Wakil Dogel qui a abandonné son mari à la suite des événements de Dollé semble étayer cette thèse (Tribus Sans Frontières 1992).

Les Kotoko de leur côté ont toujours traité les Arabes en "étrangers" dans une région dont ils se croient seuls propriétaires légitimes. Ils justifient cette légitimité par leur descendance Sao. La prestigieuse et brillante histoire de la civilisation Sao qu'ils ont appris pour la plupart à l'école, l'intérêt que la civilisation occidentale leur accorde, le pouvoir qu'ils détiennent et qu'ils ont toujours su adapter à l'évolution du temps, leur donne sûrement la "grosse tête" (Tribus Sans Frontières 1992). Les Kotoko ont toujours considéré avec mépris et condescendance les Arabes au point que leurs contacts avec ceux-ci se limitent aux impôts qu'ils prennent. Jamais un Arabe n'a été intégré (au niveau du sultanat) à l'exercice direct du pouvoir dans la région. Les Arabes seraient ainsi faits pour servir et écouter les fils des Seigneurs (Sao). Ils ne doivent pas prétendre au renversement de l'ordre établi depuis longtemps.

### ***Le choc des cultures***

Les Arabes prétendent être à l'origine de l'islamisation des Kotoko. Ils disent être venus, non pour faire du commerce et trouver des pâturages pour leurs troupeaux dans cette région autrefois généreuse comme il est souvent affirmé, mais simplement pour répandre ici la religion du Prophète Mohamed. Leur mission; ajoutent-ils, a tant et si bien réussi que toute la région a été pratiquement arabisée. L'Arabe, soulignent-ils, est la principale langue de communication de la région, même le mot "sultan" qui désigne ici l'autorité traditionnelle est d'origine arabe. Mais malheureusement pour eux, les Arabes Choa n'ont jamais été unis. En dehors de la tentative d'unité sous Rabêh, l'histoire ne révèle aucun autre moment où les Arabes Choa auraient bâti un empire dans la région ou auraient tenté de le faire. Par ailleurs aucun

fait historique ne permet d'attribuer l'islamisation de la région aux Arabes Choa. Il est en tous cas, difficilement envisageable que les Kotoko dont la culture procurait une relative sécurité quant aux connaissances en cours dans la région à l'époque se soient laissés séduire par un peuple de pasteurs sans moyens militaires pour les soumettre à cet ordre nouveau. Seul l'Empire du Bornou disposait de tels moyens. Or, rien ne nous révèle qu'une guerre a opposé les Arabes aux Kotoko avant la conquête de Rabêh et les escarmouches interethniques de ces dernières années. De même, la position marginale que les Arabes Choa ont toujours occupée ne leur donnait pas la possibilité d'exercer une réelle influence morale sur les Kotoko.

Quant à ce qui est de la pratique de l'Islam, l'on ne peut pas qualifier de syncrétique le seul islam pratiqué par les Kotoko dans une région où les Arabes ont survécu à côté des Kotoko "sorciers" qu'ils craignaient. Il ne semble pas logique que cela ait pu se faire sans que les Arabes ne se livrent aux mêmes pratiques. L'Islam pratiqué par les Arabes est tout autant syncrétique que celui pratiqué par les Kotoko. Sont de même factices et irréels les arguments tirés de part et d'autre de la race et de la présence.

Sur le plan génétique, le métissage subi par les Arabes Choa au cours de leurs nombreuses migrations s'est tellement ouvert aux populations de type négroïde qu'il serait bien malin, le visiteur qui, arrivant à Kousséri, tenterait de faire la différence entre un Kotoko et un Arabe sur le plan morphologique. Ces deux communautés sont de race noire et présentent généralement les mêmes traits physiques. Nous avons parfois rencontré tantôt des Arabes dont la morphologie rappelait étrangement celle des Bantu tantôt des Kotoko dont les traits fins nous rappelaient ceux des Arabes. Toutefois, l'observation attentive et comparative des traits physiques des Arabes Choa et des Kotoko permet de conclure que les premiers ont des traits plus fins que ceux des seconds. Le faciès des Arabes rappelle à bien des endroits, une ascendance lointaine de race blanche qu'une analyse scientifique pourrait confirmer ou infirmer. Il est évidemment ridicule que l'on puisse aujourd'hui se fixer sur pareils critères pour pouvoir se conférer une fierté ou un honneur. Ces comportements fondés sur des préjugés que seules justifient l'ignorance et une volonté manifeste de domination sont à proscrire. Au contact de nombreuses personnes d'origine kotoko, le chercheur a la nette impression que ceux-ci pensent effectivement détenir un droit *divin* d'autochtone sur la région. Le fait que les Kotoko soient les descendants des Sao ne saurait être une raison absolue pour revendiquer à tout prix la paternité d'une portion du territoire; au point d'être une source permanente des rivalités et des affrontements qui opposent les Arabes Choa et les Kotoko.

Dans cette perspective, le conflit arabes choa/kotoko s'inscrit dans la grille théorique des rivalités interethniques qui désagrègent la société

camerounaise. Les oppositions ethniques naissent régulièrement à partir des revendications foncières. L'appartenance historique d'une portion du territoire à une communauté tribale est pour elle une raison pour entreprendre et justifier l'exclusion des personnes auxquelles les mouvements migratoires naturels, l'exode rural, les impératifs professionnels et l'urbanisation donnent la possibilité de s'installer hors de leur terroir. L'étude réalisée par Elenga Mbuyinga (1989) permet de cerner la gravité du problème posé ici dans toute sa profondeur et dans toute sa complexité. Nous pensons donc qu'au-delà des causes qui tiendraient à l'histoire politique immédiate du Cameroun, nous pouvons rechercher la cause de ces conflits incessants dans la non-assimilation des Kotoko par les Arabes Choa (et vice-versa) ou dans le refus d'intégrer les Arabes dans la communauté kotoko à travers leur cohabitation dans les organes centraux du pouvoir traditionnel.

### **Causes actuelles**

Le massacre des Arabes Choa du village de Dollé en 1979 pour une banale affaire de réclamation d'école est la première manifestation de révolte et de colère d'une ethnie rendue muette et embrigadée dans l'étau du sous-développement. Plus d'un quart de siècle après l'indépendance, les Arabes Choa du Logone-Chari sont demeurés presque dans le statu quo. Certes, des changements assez lents sont observés dans le rapport dominant/dominé entre Kotoko et Arabes Choa mais la sujétion demeure. Qui plus est, des disparités socioculturelles, économiques et scolaires assez révoltantes sont des empreintes indélébiles qui donnent aux Arabes Choa le prétexte d'un sentiment de haine et de frustration. Les heurts interethniques d'aujourd'hui dans le Logone-Chari sont dus aux calculs politiques mesquins de l'Administration coloniale et des gouvernements successifs du Cameroun indépendant.

### ***Les calculs politiques: l'administration post-coloniale et la gestion du problème ethnique***

Le refus de l'accès à la modernité imposé aux Arabes Choa par l'administration coloniale sous le prétexte de la crainte de l'expansion du panarabisme avait renforcé la tension ethnique entre les Arabes Choa et les Kotoko du Logone-Chari. Le premier gouvernement du Cameroun indépendant hérite donc d'un problème ethnique assez sérieux. Bien que la recherche de l'unité nationale et de l'intégration ethnique furent les préoccupations majeures du Président Ahidjo, il se montra incapable de gérer ce problème ethnique. L'adhésion passive du Président Ahidjo à la thèse coloniale de l'expansion du panarabisme expliquait en partie le silence

des autorités politiques locales dont Ousmane Mey face à l'exclusion des Arabes Choa par les Kotoko. Mais, il est possible que ce mutisme soit justifié par le fait que les Arabes Choa étaient plutôt favorables au gouvernement d'André Marie Mbida (Premier Ministre du Cameroun en 1958 et adversaire politique de M. Ahidjo).

Ainsi, la répression sanglante des Arabes Choa de Dollé (environ 200 morts) en 1979 aurait été pour le Président Ahidjo une vengeance politique personnelle, qui s'inscrivait dans la logique de musellement des opposants à son régime. En réprimant avec une rare sauvagerie une revendication légitime des Arabes, le gouvernement d'alors aggrava leur ressentiment à l'égard des Kotoko. En prenant le parti des Kotoko dans la manifestation de leur xénophobie et de leur tribalisme à l'endroit des Arabes Choa, le gouvernement d'Ahidjo ranima les antagonismes ethniques. La réclamation d'une école par les Arabes Choa du petit village de Dollé et la répression brutale qui s'en suivie est fort significative. Une conséquence de cette exclusion le taux d'analphabétisme élevé chez les Arabes Choa.

### **Les disparités d'accès à l'éducation scolaire**

Dans l'ensemble, le taux de scolarisation des Arabes est inférieur ou égal à 1%. Ce retard dans la scolarisation a une cause interne et une cause externe. La cause externe s'enracine dans la triple attitude du colonisateur, des Kotoko et du gouvernement d'Ahidjo à l'égard des Arabes. En effet, l'une des conséquences de l'ouverture d'une école franco-arabe à Am Silga que le colonisateur se dépêcha d'interdire était que celle-ci permettrait *l'accession à la chose publique par la connaissance poussée du français, et forcément une confrontation des cultures qui, comme on sait en pays arabe, finit par faire pencher le plateau du côté de la vieille culture islamique* (Hagenbucher 1973). La cause du retard scolaire des Arabes Choa est aussi interne. Dans le Nord-Cameroun en général, le retard dans la scolarisation est spectaculaire. Selon le recensement de 1976, 30,9% seulement des enfants de 6 à 14 ans vont à l'école dans tout le grand nord (qui regroupe actuellement les provinces de l'Adamaoua, du Nord et de l'Extrême-Nord), alors que le reste du Cameroun a un taux de 81,5%. Cette lenteur dans la pénétration de la scolarisation s'explique autant par l'effet de la distance, que par une option des administrations coloniales allemandes et françaises qui décidèrent de fermer la province aux missions chrétiennes dans le souci de ne pas choquer les convictions religieuses de leurs auxiliaires. Ailleurs dans le pays, les missions chrétiennes avaient pourtant diffusé massivement l'instruction scolaire. En 1914, le Cameroun allemand comptait 634 écoles dont une seule à Garoua pour tout le Nord-Cameroun (Martin, 1972: 295-

361). Enfin, une autre cause de cette lenteur de la pénétration de la scolarisation est l'attitude envers l'école, le désir ou le refus de lui confier ses enfants.

Dans ses recherches sur le phénomène de la scolarisation au nord du Cameroun, Martin (1972: 295-361) distingue *trois* grands types de réaction: refus, adhésion et adaptation.

*Les réactions de refus sont le fait de l'ensemble des ethnies païennes de montagne, de quelques ethnies païennes de plaine comme les Massa, les Mousgoum et les Guiziga, et d'une ethnie musulmane, les Arabes Choa (du Logone-Chari). Leur refus de la scolarisation s'accompagne d'un refus généralisé du changement et de la modernisation, que celle-ci prenne la forme des structures modernes d'administration et d'encadrement technique ou des façons culturelles modernes. A l'opposé de ce groupe des "résistants" nous trouvons un ensemble d'ethnies qui adhèrent totalement à la scolarisation: (...) une ethnie musulmane, les Kotoko (du Logone-Chari, urbanisé depuis des siècles) et surtout les païens de la plaine: les Toupouri, les Guider et les Moundang (...) Chez eux l'adhésion à l'enseignement moderne manifeste une adhésion gratuite à la modernité, et l'on peut enregistrer, dans ces ethnies, un rythme rapide de changement dans tous les domaines: économique, politique, éducatif et même religieux [...]*

Les conclusions de Martin (1972) sur le phénomène de la scolarisation dans le Logone-Chari sont bien réelles. Toutefois, les arguments qu'il avance pour justifier - et non pour expliquer - le refus et l'adhésion à l'école, respectivement des Arabes Choa et des Kotoko sont bien discutables. Le retard des Arabes par rapport aux Kotoko sur le plan de l'accès à la modernité ne s'explique pas en termes de refus ou d'adhésion pour les uns et les autres; mais est l'œuvre de l'histoire pré-coloniale et coloniale commune des deux ethnies. En réalité, il n'est pas exagéré de soutenir que les Arabes Choa refusent l'école et les Kotoko adhèrent à elle lorsqu'on ne se rend pas compte que les disparités scolaires entre les deux ethnies s'enracinent dans l'état des rapports interethniques, le mode de vie de chaque ethnie, la valeur économique accordée à l'école et dans les opportunités de scolarisation offertes à chacune des ethnies.

Dans le Logone-Chari en effet, les écoles sont implantées en majorité dans les villages kotoko. Cette situation géographique des écoles favorise d'emblée les Kotoko et défavorise les Arabes Choa. Si les Kotoko sont privilégiés par la proximité de l'école, les Arabes Choa se déroberont à y envoyer leurs enfants soit par peur de la sorcellerie (les Arabes Choa

pensent que les Kotoko se livrent à des pratiques magiques) des Kotoko, soit par simple haine des Kotoko avec lesquels ils ont des rapports antagonistes. S'il en est ainsi, le refus de l'école constaté chez les Arabes Choa ne serait qu'un refus d'aller à l'école en village kotoko. Ce n'est pas le refus de l'institution école pourvoyeuse d'éducation mais c'est le refus de fréquenter le milieu culturel kotoko imprégné de paganisme d'animisme.

Deux événements historiques nous autorisent à relativiser la thèse de refus de l'école par les Arabes Choa. Ce sont la tentative de création d'une école franco-arabe à Am Silga (en 1950) et la réclamation d'une école par les populations arabes de Dollé (en 1979). Ces deux événements laissent penser que les Arabes ne sont pas indifférents à l'éducation scolaire. Mais l'échec sans précédent du système d'école nomade expérimenté dès les années 70 par Ali Kirna (alors Délégué provincial de l'éducation pour le Grand Nord dans les années 1970) sur des groupes arabes choa nomades laisse perplexe. En effet, le mode de vie nomade des Arabes Choa semble être incompatible avec le système scolaire. C'est pour cette raison que la plupart des Arabes Choa scolarisés ont été élevés dans les familles kotoko. Enfin, le manque d'engouement pour l'école exprimé par les Arabes Choa serait dû à l'inadaptation de l'école aux réalités locales, à un manque de sensibilisation sur les bienfaits de l'école et à la prétendue inutilité économique de l'école: les Arabes Choa pensent sincèrement que l'élevage des bœufs est économiquement plus rentable que l'école. Il n'est donc pas surprenant que le Logone-Chari soit parmi les régions sous-scolarisés du pays.

D'après les statistiques scolaires de l'année 1990/1991, sur un effectif de 173.545 élèves de l'enseignement primaire dans la province de l'Extrême-Nord qui compte six départements, seulement 19.615 personnes viennent du Logone-Chari. Ce taux de scolarisation dans le primaire (9,57%) est très faible. Dans l'enseignement secondaire, le taux de scolarisation est proche de 12,1% (MINEDUC, D.S.O.S., 1992). Il est regrettable que la répartition statistique des élèves par leur origine ethnique ne soit pas disponible. Mais on constate que l'écrasante majorité des élèves est d'origine kotoko. Cependant, la sédentarisation progressive des Arabes Choa pourrait augmenter leur taux de scolarisation - si on écarte le fait que de nos jours, la crise économique et le chômage des diplômés frustrer les parents et émoussent leur désir d'envoyer les enfants à l'école.

### ***L'hésitation des autorités politiques***

Menacés, opprimés, exploités et brimés par les Kotoko (au nom du droit d'autochtone) avec la complicité des administrations coloniales et post-

coloniales, peut-on croire que les Arabes Choa sont ménagés par le Gouvernement de M. Paul Biya depuis 1982 comme ils l'avaient été jadis sous le règne de l'empire de Rabêh (1892-1900)? Dans une *Lettre ouverte des Kotoko au Président de la République* datée du 31 mars 1992 (au lendemain des sanglants affrontements de Kousséri), l'élite kotoko accuse formellement le gouvernement camerounais actuel de flirter avec les Arabes Choa majoritaire. L'observation de l'espace idéologique permet de constater effectivement une adhésion massive des Arabes Choa au sein du Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais (RDPC), parti politique au pouvoir. Que cette adhésion massive au RDPC des Arabes Choa soit un calcul politique (effectué par les Arabes pour accéder à l'administration et à la modernité qui leur ont été refusées depuis des siècles par les Kotoko et les administrations précédentes) ou une drague électorale (nécessaire à tout parti politique dans un contexte de multipartisme) de l'ethnie majoritaire par le RDPC, on remarque que le Logone-Chari est devenu un espace politique très stratégique. Il n'est pas inutile de rappeler ici que les massacres horribles de janvier 1992 à Kousséri ont commencé à partir d'une dispute sur la distribution frauduleuse des cartes électorales. Des cartes d'électeurs auraient été distribuées gracieusement aux populations arabes non Camerounaise (Tchad, Nigeria) avec la complicité des Arabes Choa du Logone-Chari, ce qui aurait provoqué la colère des Kotoko.

De toute évidence, l'adhésion massive des Arabes Choa au RDPC est à la dimension de leurs espérances. Certes l'Union Nationale pour la Démocratie et le Progrès (UNDP) est le parti de l'opposition le plus représenté dans le Logone-Chari, mais il ne suscite pas l'envie de nombreux Arabes Choa. Ce parti aurait des attaches secrètes avec Ahidjo et les Kotoko, bourreaux d'hier des Arabes Choa. De plus en plus, l'accès aux postes de responsabilité dans l'administration et les partis politiques se fait à l'avantage des Arabes Choa. Cette situation est un prélude à leur rayonnement socio-politique dans cette région. Mais les structures de base d'exercice du pouvoir que sont les chefferies traditionnelles sont dirigées essentiellement par les Kotoko. Depuis le début des années 80, le reclassement des chefferies traditionnelles et le partage du pouvoir de gestion de celle-ci en fonction des quotas ethniques et démographiques est l'objet d'une hésitation des autorités politiques qui redoutent une convulsion sociale.<sup>5</sup>

<sup>5</sup> Par Arrêté n°30/A/MINAT/DOT du 19 janvier 1982, déterminant les chefferies traditionnelles du 2<sup>e</sup> degré dans le département du Logone-Chari, province du Nord, le Gouvernement pris enfin l'initiative de réformer les chefferies traditionnelles dans cette partie du territoire. Mais depuis lors, l'application de cette importante décision est difficile pour une raison évidente: La crainte d'un éclatement social. En 1988, le Préfet Essala Gilbert, nouvellement affecté dans le Logone et Chari, décidait d'appliquer l'arrêté de la

## CONCLUSION

Au terme de cette recherche sur les enjeux des affrontements tribaux entre Arabe Choa et Kotoko du Logone-Chari, deux conclusions s'imposent: Les affrontements interethniques qui sont légion dans le Logone-Chari sont suscités par des relents d'une histoire commune arabes choa - kotoko très conflictuelle. Les causes immédiates des affrontements interethniques Dans le Logone-Chari, les conflits pour une école, pour une mare d'eau ou pour une carte d'électeur ne doivent pas faire oublier la réalité et l'ampleur du problème ethnique et son instrumentalisation par les acteurs politiques. Actuellement, le principal enjeu des affrontements réside dans les disparités sociales, économiques et politiques. Au lendemain de l'ouverture démocratique du début des années 1990, le Cameroun est entré dans une nouvelle phase de son histoire. La superposition d'un système de pluralisme politique sur une structure étatique multiethnique constitue une menace permanente pour la cohésion sociale dans l'hypothèse d'une conquête du pouvoir par les lobbies ethniques.<sup>6</sup> Dès les premières heures de l'ouverture démocratique, le mauvais usage de la diversité tribale et de la démocratie ont vite fait du Cameroun un des meilleurs jardins du tribalisme. Aussi la recomposition de l'espace politique sacrifie t-elle les idéaux d'unité et d'intégration nationales jusque là fictives mais affirmées par les gouvernements successifs du Cameroun indépendant. Les affrontements à caractère ethnique ou interprétés comme tels à l'instar de ceux opposant les Bété aux Bamiléké - *Anglophone*<sup>7</sup>, les Tikar aux Bamoun, les Foulbé aux Gbaya et les Arabes Choa aux Kotoko sont entre autres des exemples qui narguent les sceptiques.

---

réforme des chefferies traditionnelles. Mais la protestation générale des Sultans et des élites kotoko décida du contraire. L'arrêté fut rangé au placard.

<sup>6</sup> Les résultats de l'élection présidentielle du 11 octobre 1992 au Cameroun montrent que chaque région ethnique a donné une préférence particulière à son "fils" candidat. Rien ne semble contredire le constat selon lequel les formations politiques sont édifiées sur des bases d'abord ethniques même si elles revendiquent une dimension nationale.

<sup>7</sup> Dans la représentation populaire, il existe une pseudo ethnie dite "Anglophone" composée essentiellement des populations originaires des provinces anglophones du Nord-Ouest et du Sud-ouest. La création d'une ethnie dite des "Anglophones" ou des "Anglo-Bamiléké" participe d'un mécanisme d'exclusion raffiné bien connu au camerounais.

## BIBLIOGRAPHIE

Anonyme. 1992.

*Événement de Kousséri: Lettre ouverte des Kotoko au Président de la République, Yaoundé (31 mars 1992)*

Bah Thierno et Saibou Issa. 1997.

*Relations inter-ethniques, problématique de l'intégration nationale et de la sécurité aux abords sud du lac Tchad.* In Paul Nchoji Nkwi & Francis Nyamjoh (Eds.) *Équilibre régional et intégration nationale au Cameroun: Leçons du passé et perspective d'avenir.* ASC/ICASSRT MONOGRAPH 1, pp. 280-288

Cellule Arabe-Choa de Recherches sur l'histoire du Bassin du lac Tchad. 1994

*Conflit Arabe Choa - Kotoko: données de base. Evolution de 1900 à 1994*

Collectif. 1984.

*Le Nord du Cameroun. Des hommes, une région,* Paris, ORSTOM, collection Mémoires, n°102.

Direction des statistiques et de l'orientation scolaire. MINEDUC Yaoundé (1992)

Elenga Mbuyinga. 1989.

*Tribalisme et Problème national en Afrique noire; le cas du Kamerun,* Paris, l'Harmattan

Hagenbucher -F.S. 1973.

*Les Arabes dits Suwa du Nord Cameroun.* In Cahiers ORSTOM Série Sciences Humaines, vol. XIV, n° 3, pp. 223-249

Lebeuf, A. 1981.

*L'origine et la contribution des principautés Kotoko (Cameroun septentrional).* In Colloques Internationaux du CNRS, n° 155, Contribution à la recherche ethnologique à l'histoire des civilisations du Cameroun

Lebeuf, A. 1969.

*Les principautés Kotoko : Essai sur le caractère sacré de l'autorité,* Paris, CNRS.

*Libération du 30 octobre 1979.*

*Libération du 6 novembre 1979*

Maquet, E. & al. 1971.

*Histoire de l'Afrique Centrale, des origines au 20<sup>è</sup> Siècle.* Paris, Présence Africaine

Martin, J. Y. 1972.

*Sociologie de l'enseignement en Afrique noire.* In Cahiers internationaux de sociologie, Vol.III, n°2, pp.295-335 et pp.360-361

Mveng, E. 1969.

*Manuel d'histoire du Cameroun,* Yaoundé, CEPMAE

Socpa, A. 1999

*L'hégémonie ethnique cyclique au nord Cameroun,* In Afrique et Développement, Vol. XXIV, n° 1&2, pp. 57-81

Taimou Adj. 1992

*Les Kotoko des abords sud du Lac Tchad: Origines, migrations et implantations*, Mémoire de DIPES II, ENS, Université de Yaoundé I

Tardits, C. (Ed.) 1981.

Contribution de la recherche ethnologique à l'histoire des civilisations du Cameroun, Paris, CNRS

Tribus Sans Frontières. 1992.

*Les affrontements ethniques entre Arabes Choa et Kotoko dans le Logone-Chari (Extrême Nord). Haine tribale et massacres humains*, Rapport d'étude n°1

Urvoy, Y. 1949

Histoire de l'Empire du Bornou, Mémoires IFAN n° 7

Zeltner, J.C. 1997

Les pays du Tchad et la montée des périls 1795-1850, Paris, l'Harmattan

Zeltner, J.C. 1988

Les pays du Tchad dans la tourmente, 1880-1902, Paris, l'Harmattan